

Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 fixant les taux applicables en matière de droits d'accise autonomes sur les produits énergétiques

Avis du Conseil d'État

(11 décembre 2020)

Par dépêche du 14 octobre 2020, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints l'exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière.

Les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre des métiers ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 20 et 27 novembre 2020.

Par dépêche du 25 novembre 2020, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État un amendement au projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Par dépêche du 7 décembre 2020, l'avis complémentaire de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet la mise en œuvre de l'article 4 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques, dans sa teneur modifiée par l'article 8, paragraphe 1^{er}, du projet de loi n° 7666 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 (N° CE 60.395)¹. Il

¹ Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant : 1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ; 2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ; 3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ; 4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ; 5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ; 6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ; 7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; 10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ; 11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ; 12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ; 13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget

modifie, en conséquence, l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 fixant les taux applicables en matière de droits d'accise autonomes sur les produits énergétiques, en déterminant les taux du droit d'accise autonome additionnel dénommé « Taxe CO2 », applicables à partir du 1^{er} janvier 2021.

L'amendement gouvernemental au projet de règlement sous examen vise à retranscrire à l'article 3, lettres c) à g), du règlement grand-ducal précité du 17 décembre 2010, le tarif spécifique de zéro euro prévu à l'article 8, paragraphe 1^{er}, du projet de loi n° 7666, dans sa version amendée, pour les produits énergétiques (à l'exception de l'essence) utilisés comme carburant ou combustible dans les activités couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre au sens de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Le Conseil d'État donne à considérer que dans la perspective de l'entrée en vigueur prochaine de la loi relative au climat², laquelle abroge la loi précitée du 23 décembre 2004, les renvois opérés par le règlement grand-ducal en projet à cette dernière loi devront être adaptés en conséquence.

Examen des articles et de l'amendement gouvernemental

Article 1^{er}

Sans observation.

Articles 2 et 3 (dans leur teneur amendée)

L'article 2, dans sa teneur amendée, complète l'article 11 du règlement grand-ducal précité du 17 décembre 2010, relatif à l'entrée en vigueur de ce règlement, par une nouvelle phrase précisant l'entrée en vigueur différée au 1^{er} avril 2021 du taux d'accise de zéro euro pour les produits énergétiques visés à l'article 3, lettre c), point iv), lettre d), point iv), lettre e), point ii), lettre f), point iv), et lettre g), point iii), du même règlement. Cette entrée en vigueur

des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ; 15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ; 16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ; 17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ; 18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; 19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ; 20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ; 22° la loi modifiée du 23 décembre 2016 1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ; 2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ; 23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ; 24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale 25° la loi du ... décembre 2020 relative au climat et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique.

² Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement (doc. parl. n° 7508).

différée des dispositions introduites par l'amendement gouvernemental à l'article 3 du règlement grand-ducal précité du 17 décembre 2010 s'explique par la période transitoire fixée jusqu'au 31 mars 2021 par l'article 4, paragraphe 3, de la loi précitée du 17 décembre 2010, tel que modifié par l'article 8, paragraphe 1^{er}, du projet de loi n° 7666, dans sa teneur amendée, au cours de laquelle le taux de zéro euro ne sera pas encore d'application.

Le Conseil d'État donne toutefois à considérer que la date d'entrée en vigueur d'une ou plusieurs dispositions d'un acte modificatif est à préciser dans une disposition spécifique du même acte modificatif, et non dans l'acte qu'il s'agit de modifier. Il convient, par conséquent, d'omettre l'article 2, dans sa teneur amendée, et de modifier l'article 2, dans sa teneur initiale, comme suit :

« **Art. 2.** Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021, à l'exception de l'article 1^{er}, en ce qui concerne l'article 3, lettre c), point iv), lettre d), point iv), lettre e), point ii), lettre f), point iv), et lettre g), point iii), du règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 fixant les taux applicables en matière de droits d'accise autonomes sur les produits énergétiques, dans sa teneur modifiée, qui entre en vigueur au 1^{er} avril 2021. »

Article 4 (3 selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Au premier visa, il y a lieu d'insérer une virgule après les termes « article 4 ».

Le deuxième visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

Article 1^{er}

À l'occasion du remplacement d'articles dans leur intégralité, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné, au lieu d'être mis en gras, pour mieux le distinguer du numéro des articles de l'acte modificatif.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 11 décembre 2020.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Agny Durdu